

## Compte rendu

---

Ouvrage recensé :

GÉLINAS, Xavier, *La droite intellectuelle québécoise et la Révolution tranquille* (Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2007), 482 p.

par Jonathan Fournier

*Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 61, n° 1, 2007, p. 108-111.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/016881ar>

DOI: 10.7202/016881ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

---

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

---

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : [info@erudit.org](mailto:info@erudit.org)

l'apanage des autorités supérieures (notamment du gouvernement fédéral), tandis que les municipalités seront particulièrement entreprenantes sur le terrain du développement économique.

L'analyse de Durflinger nous fournit plusieurs conclusions rigoureuses quant à la portée du conflit armé sur la vie quotidienne des habitants d'une ville de banlieue. Mais dans quelle mesure le cas de Verdun peut-il être considéré comme exemplaire ? À cet égard, compte tenu du nombre important d'anglophones nouvellement immigrés des îles Britanniques qui habitent à Verdun, on peut rappeler une donnée significative : durant la Première Guerre mondiale, cette ville génère le taux de recrutement de soldats volontaires le plus élevé au Canada et ce record se répète lors de la Seconde Guerre mondiale. Il s'agit là d'un critère valable pour procéder à une analyse approfondie de cette localité. L'histoire complexe rapportée par l'auteur nous offre aussi les assises nécessaires à la conduite d'études comparatives pour mieux comprendre les stratégies élaborées par des communautés contraintes à redéfinir leurs alliances ou leurs cliques dans des conjonctures difficiles.

CLAIRE POITRAS

*INRS-Urbanisation, Culture et Société*

GÉLINAS, Xavier, *La droite intellectuelle québécoise et la Révolution tranquille* (Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2007), 482 p.

Que ses effets soient encensés par certains ou remis en question par d'autres, la Révolution tranquille n'en finit plus de susciter réflexions et débats. Xavier Gélinas s'intéresse lui aussi au phénomène en explorant une facette plutôt méconnue de cet épisode, soit la réaction des intellectuels de droite face aux nombreuses transformations survenues au début des années 1960. Loin d'être silencieux, les François-Albert Angers, Lionel Groulx, Richard Arès, Robert Rumilly et autres droitistes formulaient ouvertement leurs critiques et inquiétudes sans pour autant obtenir l'attention qu'ils souhaitaient. Gélinas leur redonne la parole quelques décennies plus tard.

La décennie précédant la Révolution tranquille ne laissait aucunement présager les défis qui se poseraient à la droite intellectuelle québécoise. Celle-ci disposait alors de deux alliées non négligeables, soit l'Union nationale et l'Église catholique. De plus, une vague conservatrice, présente à

l'échelle occidentale, consolidait cet édifice. Dans les années 1960, les droitistes subissent une série de coups durs : la fin du régime duplessiste signifie des appuis financiers moindres pour ses institutions et les différentes transformations au sein de l'Église catholique orientent celle-ci dans une direction à laquelle ne peuvent que difficilement adhérer les penseurs de droite.

Avant d'analyser le travail colossal exécuté par l'auteur, rappelons brièvement les principaux éléments contenus dans l'ouvrage. D'entrée de jeu, Gélinas pose un constat qui mérite d'être questionné. Celui-ci mentionne que « le peu d'études sur la pensée de droite fausse l'intelligence de la période » (p. 3). Or les dernières années ont vu un foisonnement d'études menées sur les penseurs issus de ce courant. Il suffit d'ailleurs de parcourir la riche bibliographie de l'ouvrage pour constater que l'histoire de la droite intellectuelle n'est plus le parent pauvre de notre historiographie. Ce qui manquait jusqu'ici, c'était justement une synthèse regroupant les nombreuses études éparses menées sur les penseurs de la droite québécoise. Gélinas intègre très bien ces études à son ouvrage, issu d'une thèse de doctorat. L'auteur parvient de façon convaincante à conjuguer histoire des idées et histoire des institutions reliées à cette droite. On découvre les principales revues de droite, leur fonctionnement et leur tirage. On apprend que l'Union nationale finance directement et indirectement un bon nombre de ces institutions tout en leur laissant une liberté éditoriale. Nous sommes initiés au fonctionnement du Centre d'information nationale, « salon politique de droite », également soutenu par les unionistes. Jusqu'à maintenant, plusieurs recherches menées en histoire intellectuelle ont davantage cherché à catégoriser des penseurs ou courants de pensée, mais rares sont celles qui ont défini le cadre institutionnel dans lequel se développent ces idées. On ne peut que se réjouir d'en découvrir autant sur ces revues et lieux de sociabilité.

La deuxième partie de l'ouvrage, quoique de facture plus classique, s'avère intéressante pour ceux qui veulent en savoir davantage sur le contenu même de ces réflexions. Nul ne sera surpris d'apprendre que les intellectuels de droite ont un penchant marqué pour le nationalisme. Cependant, ce nationalisme, loin d'être figé, évolue rapidement au cours des années 1950 et 1960. Gélinas explique comment l'ennemi traditionnel des penseurs de droite se déplace graduellement de Londres vers Ottawa. Alors que plusieurs droitistes veulent revenir à l'esprit de 1867, d'autres questionnent de plus en plus la pertinence même du pacte confédératif. C'est également au cours de cette période que « la droite intellectuelle

renonce peu à peu à la dimension extra-québécoise de la communauté canadienne-française » (p. 274). Autre phénomène majeur, le nationalisme n'est plus l'apanage exclusif des intellectuels de droite. Gélinas mentionne que « [p]lutôt que d'affirmer que le nationalisme vire à gauche, il serait plus exact d'écrire que c'est la gauche qui adopte le nationalisme, qui le subtilise à sa détentrice antérieure, la droite, et en expurge au passage les composantes droitistes. » (p. 153)

Sur les questions reliées à la religion, quelques intellectuels sont ouverts à la décléricalisation de certains secteurs. Cependant, tous défendent de façon énergique la confessionnalité des écoles. On affirme protéger ce qui est vu comme le « rempart culturel des Canadiens français » (p. 405) contre la « tyrannie de la minorité ». Au niveau économique, il y aurait place à la diversité des opinions. Malgré une traditionnelle méfiance à l'égard des interventions étatiques en matière économique, la majorité des droitistes (sauf François-Albert Angers) sont ravis de la nationalisation de l'hydro-électricité. Plusieurs initiatives économiques de Jean Lesage et de son équipe sont d'ailleurs appuyées par ces penseurs.

L'intérêt de l'ouvrage est d'amener davantage de perspective et de nuances en ce qui concerne l'évolution historique de la droite. On parle notamment des divisions sur le plan idéologique entre les différentes composantes de cette famille d'idées. L'analyse présentée ici permet également de suivre l'évolution de certaines thématiques importantes (catholicisme, communisme, famille, immigration) au sein de la droite. La Seconde Guerre mondiale amène des façons différentes d'envisager la démocratie, la question juive et le corporatisme. À titre d'exemple, Gélinas souligne que le culte du « chef-sauveur » de la nation perd de son intérêt au fil des années.

On ne peut qu'apprécier cet effort louable de remettre en question certaines schématisations trop réductrices. On a parfois l'impression que si l'auteur nuance les simplifications et généralisations sur la droite, il ne réserve pas du tout le même traitement à la gauche. Bien que l'ouvrage porte sur la droite, on y parle régulièrement de la gauche sans chercher à la définir, ce qui donne l'impression que tous ceux qui n'appartiennent pas à la famille de la droite intellectuelle se retrouvent forcément parmi les « gauchistes » et que ceux-ci vivent une parfaite harmonie idéologique. Quelques précisions supplémentaires auraient sans doute pu éviter cette confusion.

Bien que ne partageant pas les conclusions de l'auteur sur la pertinence de ces penseurs « absents du paysage historique », je recommande néanmoins la lecture de *La droite intellectuelle québécoise et la Révolution tranquille*.

On peut difficilement passer sous silence l'immense effort de recherche documentaire effectué ici ainsi que la qualité des exemples choisis. L'ouvrage est sans contredit l'un des plus pertinents menés en histoire intellectuelle au cours des dernières années.

JONATHAN FOURNIER  
 Département d'histoire  
 Université de Sherbrooke

GENDRON, Robin S., *Towards a Francophone Community. Canada's Relations with France and French Africa, 1945-1968* (Montréal, McGill-Queen's University Press, coll. « Foreign Policy, Security and Strategic Studies, n° 9, 2006), 191 p.

Ce livre de Robin Gendron, issu de sa thèse de doctorat, s'insère dans le nouveau courant des études franco-canadiennes qui cherchent, depuis une dizaine d'années, à mieux connaître l'histoire des relations entre ces deux pays en dehors des événements de grande affluence historiographique, qu'ont été la Deuxième Guerre mondiale et l'épisode gaulliste de 1967. Il existe maintenant de bonnes études québécoises sur les relations franco-québécoises des années 1950 et 1960, mais celles consacrées au Canada et à la France restent rares. Gendron réveille le lecteur, dès l'introduction, en annonçant qu'il va démontrer que, contrairement à ce qui a été souvent dit, le Canada n'a pas négligé ses relations avec la France de 1945 à 1967 et que son intérêt pour l'Afrique française pendant cette période lui a même permis de limiter les ambitions internationales du Québec par rapport à la francophonie dans les années 1960.

Le premier chapitre dresse un bilan de la réaction canadienne face aux tractations françaises à l'ONU pour tenter de limiter les revendications du Maroc et de la Tunisie à l'indépendance. Le Canada, pris entre le besoin de soutenir la France, membre de l'OTAN et partenaire important dans la lutte contre le communisme en Afrique, et d'un autre côté, sensible aux revendications des peuples colonisés, développe une politique ambiguë de grands principes de neutralité, officiellement, et d'aide matérielle à la France, officieusement. Les deux chapitres suivants analysent la politique canadienne face à la guerre d'Algérie et aux événements en Afrique du Nord française de 1954 à 1962. Le Canada, souvent à la demande des États-Unis qui reconnaissent officieusement le droit à l'indépendance de l'Algérie, tente d'amener les autorités françaises vers des discussions multilatérales dans le cadre de l'OTAN en vue d'un règlement du conflit.